



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement

Distr. limitée
26 avril 2012
Français
Original: anglais

Treizième session

Doha (Qatar)

21-26 avril 2012

Point 8 c) de l'ordre du jour

**Une mondialisation centrée sur le développement: vers une croissance
et un développement équitables et durables**

Table ronde 4

**S'attaquer aux problèmes de développement, persistants
et nouveaux, qui ont des incidences sur le commerce
et le développement et sur les questions associées
dans les domaines du financement, de la technologie,
de l'investissement et du développement durable**

Treizième session de la Conférence

Tenue au Centre national des congrès du Qatar, à Doha, le 25 avril 2012

Résumé établi par le secrétariat de la CNUCED

1. Les participants à la table ronde ont examiné différentes questions dans cinq domaines jugés essentiels à la promotion de la transformation structurelle et du développement dans le nouvel environnement mondial. Il s'agissait de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, de la mobilisation des ressources intérieures, de la promotion de l'innovation scientifique et technologique, du développement d'infrastructures de transport résilientes face aux changements climatiques et de l'approvisionnement en énergie. La réunion a permis à des ministres, à de hauts responsables gouvernementaux et autres parties prenantes d'examiner les problèmes de développement, persistants et nouveaux, auxquels étaient confrontés les pays en développement et d'identifier différentes politiques et stratégies possibles pour résoudre ces problèmes. Il a généralement été reconnu que, dans une optique de développement durable, les pays en développement devaient s'engager dans la voie du changement structurel et de la transformation de leurs capacités productives. Les problèmes à résoudre variaient toutefois selon les pays et les régions.

2. Il y a eu consensus général quant à l'importance de continuer de promouvoir la mobilisation des ressources pour assurer la transformation structurelle. Cela conduirait aussi à une meilleure gestion des politiques macroéconomiques et pouvait contribuer à améliorer la maîtrise par les pays de leurs orientations, de leur marge d'action et de leur capacité d'action budgétaire. Les participants sont convenus de l'importance critique du secteur des infrastructures, en particulier dans le cas de l'Afrique. Les partenariats public-

privé ont été jugés essentiels pour mobiliser les ressources nécessaires, mais ils ne constituaient pas une panacée; la question du financement continuait de se poser.

3. Les participants ont souligné qu'il était important de développer et de stimuler le secteur agricole, dont ils ont noté la marginalisation persistante ainsi que le manque de compétitivité et d'activités à valeur ajoutée. Au-delà de l'instabilité des prix alimentaires, d'autres facteurs influaient sur la sécurité alimentaire et devaient donc retenir davantage l'attention: accroissement de la demande de denrées alimentaires, évolution des modes de consommation, incidences négatives des changements climatiques, dégradation des ressources naturelles, catastrophes naturelles, famines et sécheresses. La sécurité alimentaire était, au niveau mondial, indissociable du développement.

4. Les intervenants ont souligné l'importance d'une croissance verte et la nécessité d'une exploitation plus efficace des ressources énergétiques et des ressources naturelles.

5. Les participants ont reconnu que les problèmes macroéconomiques, le manque de capacités productives, la persistance de la pauvreté et l'ampleur du chômage – en particulier chez les jeunes et les travailleurs en dehors du secteur agricole – étaient d'importants obstacles à un développement équitable et durable. En outre, l'État devrait être davantage préoccupé de développement pour soutenir une croissance équitable et durable.

6. Même dans les pays dotés d'abondantes ressources minérales, l'agriculture restait un secteur essentiel, en particulier pour répondre aux besoins de la population locale. Des programmes intégrés de soutien, visant à réduire le chômage et à développer les infrastructures, avaient été mis en place dans certains pays, par exemple au Botswana.

7. La complexité des règles du commerce international pesait sur le développement des capacités productives et sur la modernisation technologique. Les règles d'origine, les politiques relatives à l'investissement et les crêtes tarifaires posaient notamment des problèmes particuliers aux pays en développement et aux pays les moins avancés.

8. Les intervenants ont appelé les partenaires de développement à honorer leurs engagements en matière d'aide publique au développement en intensifiant la mise en œuvre de l'Initiative d'aide au commerce et en réduisant les écarts entre aide annoncée et aide fournie. Une approche intégrée pour promouvoir la transformation structurelle dans le cadre du développement des capacités productives était nécessaire.

9. Une approche sectorielle a été proposée pour faire face aux difficultés liées à la transformation structurelle, notamment réduire les écarts en matière de pauvreté et intensifier l'intégration sociale, diversifier la production et les exportations, créer de la valeur ajoutée et assurer la sécurité alimentaire. Il a été reconnu que les recommandations de la CNUCED pouvaient beaucoup aider à remédier aux difficultés persistantes et à améliorer les appareils productifs nationaux, notamment l'enseignement technique et professionnel, les infrastructures et la logistique, l'innovation et la qualité, et l'ouverture aux marchés. D'autres questions essentielles concernaient la promotion des petites et moyennes entreprises, l'élargissement du concept d'industrie et la recherche de meilleures complémentarités intersectorielles. Il était également important de veiller à la cohérence entre les régimes juridiques nationaux et le développement industriel. Pour assurer la durabilité urbaine et rurale, il fallait promouvoir une croissance régionale, les agro-industries et l'exploitation d'une technologie appropriée.

10. L'apprentissage et la modernisation technologiques étaient essentiels pour les pays en développement soucieux de mener à bien leur transformation structurelle, d'instaurer une économie verte et de parvenir à une croissance et à un développement équitables. C'était un préalable pour appréhender un certain nombre de problèmes concernant, par exemple, la sécurité alimentaire, les changements climatiques, la consommation et la

production d'énergie, et la promotion de transports durables. Il était indispensable d'accroître la productivité et de renforcer les avantages compétitifs commerciaux.

11. Tous les intervenants ont relevé la nécessité fondamentale d'accorder la priorité à la science, à la technologie et à l'innovation (STI) dans les stratégies nationales de développement, ainsi que de renforcer les capacités technologiques et institutionnelles pour une exploitation efficace de la STI face aux problèmes spécifiquement nationaux. Parmi les domaines d'action prioritaires identifiés par un certain nombre de pays figuraient: le développement des ressources humaines, en particulier dans les domaines scientifiques et technologiques, y compris dans le secteur tertiaire; l'appui aux petites et moyennes entreprises, pour les aider à identifier, acquérir, adapter et adopter les technologies nécessaires et à développer leurs compétences; et le développement de technologies appropriées permettant de répondre aux besoins des pauvres, en particulier dans les secteurs de l'agriculture et de l'énergie. Plusieurs intervenants ont souligné la nécessité d'accroître la productivité agricole grâce à la STI pour remédier à la crise alimentaire. Ils ont appelé à un accroissement sensible des investissements – publics et privés – dans la recherche-développement agronomique, en accordant une attention particulière aux besoins des petits agriculteurs.

12. La STI constituait une problématique transversale et appelait donc une approche intersectorielle et systémique de l'élaboration des politiques et des orientations nécessaires. M. José Urquiza Maggia, Ministre péruvien de la production, a présenté l'Examen de la politique de la science, de la technologie et de l'innovation (STI) de son pays, réalisé par le Gouvernement péruvien avec l'aide la CNUCED. L'objectif premier de cet examen était de faire de la STI une stratégie fondamentale de l'action publique pour réduire la pauvreté, créer des emplois, renforcer les capacités productives et transformer l'économie nationale – fortement concentrée sur l'exportation de produits primaires – en une économie diversifiée et à forte intensité de connaissances. Le rapport de l'examen contenait un certain nombre de recommandations auxquelles le Gouvernement accordait la plus grande attention. Le Gouvernement péruvien remerciait la CNUCED de l'assistance fournie pour cet examen de la politique nationale de la STI.

13. Les représentants ont félicité la CNUCED de cette importante initiative et l'ont invitée à poursuivre ses travaux sur les questions relatives à la STI, notamment avec la réalisation d'Examens de la politique de la STI, à laquelle de nombreux pays en développement accordaient la plus grande importance et qui était essentielle pour relever les nombreux défis, persistants et nouveaux, auxquels ils étaient confrontés. Ils ont également demandé à la CNUCED de redoubler d'efforts pour faire connaître ses travaux dans ce domaine.

14. Après avoir brièvement présenté la géographie et les récentes tendances économiques et démographiques de l'Indonésie, M. Bambang Susantono, Vice-Ministre indonésien des transports, a décrit l'actuelle politique nationale en la matière, fondée sur la mise en place de six couloirs de développement. Il s'agissait d'accroître les liaisons de transport à trois niveaux: au niveau intra-insulaire, au niveau interinsulaire et au niveau international. Il était important de faire face à la demande croissante de véhicules privés – motocyclettes et automobiles privées – qui avait entraîné une forte pollution urbaine et un engorgement croissant du trafic. Un certain nombre de mesures avaient ainsi été adoptées, par exemple, lignes de bus rapides, tramways, utilisation du gaz naturel comme carburant pour les véhicules de transport public, systèmes «intelligents» pour les péages et la régulation du trafic, promotion de véhicules non motorisés et – mesure extrêmement populaire – instauration de journées sans voitures, où les rues n'étaient ouvertes qu'à la circulation des piétons et des vélos. La mobilisation de ressources et la promotion de partenariats public-privé sous l'égide des pouvoirs publics étaient essentielles pour réaliser la transformation du secteur des transports et accroître et améliorer les liaisons de transport.

15. Les participants ont déclaré qu'il était nécessaire de promouvoir une croissance verte. La présidence mexicaine du Groupe des 20 en avait fait une priorité, qui ne se limitait pas aux pays membres du Groupe, mais s'étendait à d'autres pays.

16. Divers problèmes persistants étaient communs à de nombreux pays en développement: situation géographique, urbanisation croissante, nécessité d'améliorer les principales infrastructures et réseaux de transport, considérations environnementales. Il était, dans ce contexte, essentiel de promouvoir l'innovation et la recherche scientifique pour apporter un appui aux pays les plus vulnérables, en particulier aux petits États. Cela passait par l'intégration des dimensions environnementales, économiques et sociales dans la conception d'une stratégie globale de développement. Dans le même temps, il devait y avoir convergence entre ces aspects institutionnels et cohérence entre les organisations internationales pour garantir la légitimité.

17. Les résultats économiques obtenus par l'Afrique jusqu'en 2008 avaient été impressionnants. Dans certaines régions, les envois de fonds avaient été supérieurs à l'aide publique au développement ou à l'investissement étranger direct, et dans quelques cas, ces flux financiers provenaient d'autres pays en développement. Les participants ont examiné les enseignements tirés des récentes crises et leurs incidences sur l'Afrique, en particulier l'accroissement de la dépendance à l'égard des exportations de produits primaires. La situation aurait pu être évitée s'il y avait eu plus tôt une transformation structurelle.
